

problèmes

mercredi 2 mars 2005 bimensuel n° 2.870

économiques

N° spécial

Productivité et temps de travail

- Croissance économique : une comparaison États-Unis – Europe
- Accélération de la productivité américaine dans les années 1990
- Définition et mesure de la productivité
- NTIC et productivité
- Mesurer la productivité : le cas des services
- Les liens entre évolution de l'emploi et productivité
- L'impact économique des 35 heures en France
- L'arbitrage entre pouvoir d'achat et temps de travail

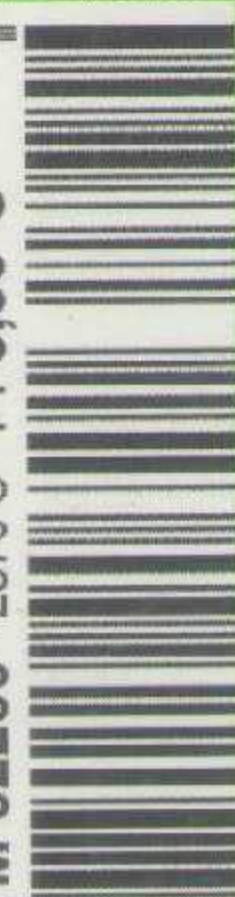
problèmes n° 2.870 • N° spécial

économiques

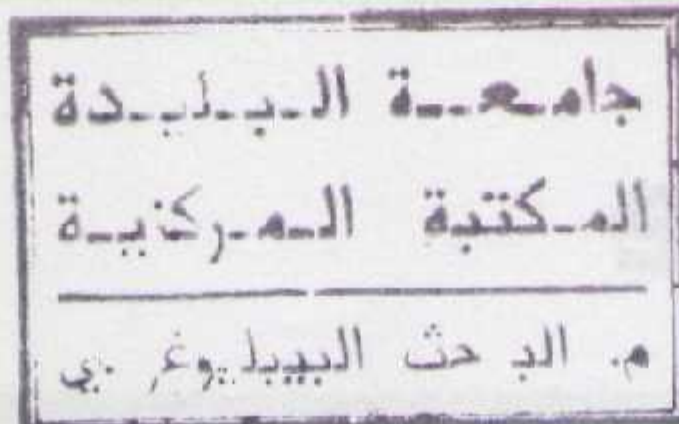
La documentation Française



M 02299 - 2870 S - F: 6,50 €



Canada: 11,95 \$ CAJ, D.O.V. 6,9 €; Grèce: 7 €; Maroc: 75 V.A.S; Tunisie: 7 Dinars T.N.M.



N° spécial

Productivité et temps de travail

En 1950, la productivité et le PIB européen par tête atteignait la moitié du niveau américain. À partir des Trente Glorieuses, le **niveau de vie en Europe** a commencé à **rattraper** celui des **États-Unis** comme l'explique Robert J. Gordon dans la *Revue de l'OFCE*. En revanche, depuis les **années 1990**, alors que la croissance s'est poursuivie outre-Atlantique, le Vieux Continent a **décroché**. Gilbert Cette montre ainsi dans *Futuribles* qu'en 2002, le **PIB par habitant** de la France et celui de l'Union européenne étaient, en moyenne, **inférieurs** d'environ **25 %** à celui des États-Unis. Le PIB par tête est lié à plusieurs facteurs : la **productivité horaire**, la **durée moyenne du travail** et le **taux d'emploi**. Aussi, est-il tentant d'en conclure pour la France, au vu de ses médiocres performances en termes de PIB par habitant, que les Français ne travaillent pas assez ou qu'ils ne sont pas assez nombreux à le faire. Mais pour l'auteur, le **différentiel de croissance** s'explique essentiellement par le **progrès technique**. Dès lors, pour clarifier le débat, deux questions s'imposent, plutôt complexes. La première est celle de la **définition** du concept de **productivité** et de sa **mesure**, *The Economist* revient sur ce point considérant que la **productivité globale des facteurs** est sans doute l'indicateur le plus pertinent. La seconde est celle de l'impact des **technologies de l'information et de la communication** (TIC) comme facteur explicatif de l'**accélération** de la productivité américaine dans les années 1990. Johanna Melka et Laurence Naymann présentent dans *Économie internationale* une comparaison entre différents pays sur la période 1995-2001. D'après leur étude, la diffusion plus rapide des TIC serait à l'origine de **gains de productivité** environ **deux fois plus élevés** aux États-Unis et au Royaume-Uni qu'en France et en Allemagne. De part et d'autre de l'Atlantique, cette évolution a été **très rapide** dans les **secteurs producteurs** de TIC, mais dans les secteurs où les TIC sont utilisées de façon intensive comme les services, ces gains se limitent aux pays anglo-saxons. Dans un rapport du *Conseil d'analyse économique*, Anita Wölfl s'interroge, de son côté, sur les problèmes spécifiques de **mesure de la productivité** dans le secteur des **services** qui peuvent conduire, notamment, à une **sous-estimation** de la croissance agrégée. Dans *Économie et statistique*, Bruno Crépon et Richard Duhautois reviennent, dans le cas de la France, sur le lien entre l'évolution de la **productivité** et celle de **l'emploi**. Les **35 heures** ont été instaurées en partie pour favoriser **l'enrichissement de la croissance en emploi**, Patrick Artus et Laure Maillard estiment dans *Flash - CDC IXIS* que cette **politique économique** s'est avérée **coûteuse**, tandis qu'un *rapport d'information de l'Assemblée nationale*, qui fait une large place aux analyses des économistes, soutient qu'à **long terme** la diminution du temps de travail aurait un **impact négatif** sur le **potentiel de croissance**. Enfin, dans *Enjeux - Les Échos*, Valérie Delarce attire l'attention sur le fait que la réduction du temps de travail est un **choix de société** qui pose en définitive la question de **l'utilisation de la richesse produite**. Mais, quand ce choix s'effectue, comme en France, au détriment de la croissance, est-il **soutenable à long terme** ?